

## Entretien avec Etienne Mabile, éleveur réfractaire au puçage de ses moutons

Paysans dans la Drôme, Etienne et Irène Mabile ont perdu 8000 € de primes PAC (Politique agricole commune), pour refus de pucer leurs moutons. Menacés d'amendes et de pénalités supplémentaires, ils en appellent au tribunal administratif de Grenoble qui jugera dans quelques mois. Alors que d'autres éleveurs risquent des sanctions similaires pour le même motif, le Collectif 26 organise une transhumance contre le puçage électronique dans la Drôme, du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février 2013 (voir [www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id\\_article=402](http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=402)). C'est à cette occasion que nous avons eu cet entretien avec Etienne Mabile.

Nous ne sommes pas éleveurs. Nous ne défendons pas d'intérêts personnels en soutenant les Mabile et la transhumance contre le puçage électronique. Nous défendons *tous les éleveurs et tous les individus*, citadins ou ruraux, qu'emprisonne déjà le filet numérique (bibliothécaires, enseignants, usagers des transports en commun, bientôt tous les foyers, équipés de compteurs électriques pucés Linky, etc).

On sait que la Drôme bio (moutons, miel et lavande) coexiste heureusement avec la Drôme nucléaire (Pierrelatte et le Tricastin), pourvu que les centrales restent hors de vue, en bas, dans la vallée du Rhône. C'est ce qu'on nomme le syndrome NIMBY (*Not in my backyard* / Pas dans mon jardin). S'agissant du puçage RFID, nous ne cédon pas, quant à nous, au syndrome NOMCAT (*Not on my cattle* / Pas sur mon troupeau). Nous marcherons *aussi* pour les hommes.

Faire un bout de chemin avec Etienne n'implique pas que nous soyons d'accord sur tout. Ainsi, nous ne pensons pas que l'accélération technologique fragilise le système. Tant que cette accélération ne rentre pas dans le mur des limites physiques de la Terre, elle le renforce au contraire.

Quant au *Progrès*, ce progrès qui sert de bâton à la technocratie pour nous ramener à *ses raisons*, nous en avons la même opinion qu'André Breton : « *Il reste entendu que tout progrès scientifique accompli dans le cadre d'une structure sociale défectueuse ne fait que travailler contre l'homme, que contribuer à aggraver sa condition.* » (*Le Figaro Littéraire*, 12 octobre 1946) C'est, évidemment, qu'il ne faut pas confondre progrès (de la condition humaine) et croissance (du Produit intérieur brut).

De tout cela, nous parlerons entre marcheurs durant la transhumance, le soir après la projection du film *Mouton 2.0 – La puce à l'oreille* organisée à chaque étape :

- lundi 28/01 à 20h30 : mairie de Mornans ;
- mardi 29/01 à 20h30 : salle Coloriage à Crest
- mercredi 30/01 à 20h30 : salle des Fêtes de Montmeyran
- jeudi 31/01 à 20h30 : cinéma le Navire à Valence
- vendredi 1/02 : manifestation dès 9h à Valence.

Pièces et main d'œuvre  
Grenoble, le 20 janvier 2013

\*\*\*

*PMO : Depuis quand êtes-vous installés et que produisez-vous ?*

EM : Nous avons démarré en 1977, avant de nous installer officiellement en 1986. Toujours en bio. Irène est fille de paysans, nous sommes sur la ferme de ses parents. Nous exploitons une cinquantaine d'hectares, avec du petit épeautre de Haute-Provence (j'ai été à l'origine de l'appellation) et des céréales diverses, des légumineuses, des plantes aromatiques et médicinales, et 60 brebis pour la viande. Notre fils est en train de s'installer pour prendre la relève.

*PMO : Quand avez-vous commencé à entendre parler des puces RFID ?*

EM : Ça fait longtemps qu'on reçoit des documents administratifs à ce sujet, mais on est tellement noyés sous la paperasse, c'est une telle diarrhée administrative, qu'on n'y a pas prêté attention. Nos brebis portent des boucles, pour nous elles sont identifiées.

En avril 2012, le contrôleur PAC est passé et nous a plantés. Selon lui, le troupeau n'était pas identifié, et une quarantaine de nos brebis (nées à partir de 2010) étaient « hors circuit » pour défaut de puce électronique.

On savait bien ce qu'étaient les puces RFID, puisqu'il y en a dans les objets qu'on achète, des chaussures ou des vêtements. Mais dès lors, on a fait une formation accélérée. On a appris qu'il existait différentes sortes de puces : celles qui ne comportent qu'un identifiant, celles qui contiennent plus d'informations, celles qui peuvent enregistrer des informations. Par exemple, les animaux sauvages qu'on puce peuvent être suivis par satellite.

*PMO : Quelles sanctions subissez-vous ?*

EM : La Direction départementale du territoire (DDT, ex-DDA, direction de l'Agriculture) nous a supprimé la prime ovine (18 à 20 € par bête), laquelle entraîne en cascade d'autres suppression (primes « agriculture de montagne » ; « maintien en agriculture biologique » ; « aides sur la production fourragère »). Soit environ 8000 € sur 12 000 € perçus habituellement. La DDT vient de nous informer que des pénalités nous seraient en outre demandées, dont le montant reste à fixer.

Par ailleurs, la Direction départementale de la protection des populations (DDPP), qui traite les aspects sanitaires, nous a menacés d'une amende de 410 € par brebis « non identifiée », mais nous n'avons plus de nouvelles. Nous avons posé une deuxième boucle aux brebis – non électronique.

Nous avons fait une demande de suspension de ces décisions, en référé, auprès du Tribunal administratif de Grenoble. Demande rejetée. Le jugement sur le fond aura lieu dans quelques mois.

*PMO : Pourquoi refusez-vous le puçage ?*

EM : Je fais la différence entre le puçage du vivant et celui du matériel. Je ne suis pas contre les nouvelles technologies, mais contre le puçage du vivant : humain, végétal, animal.

*PMO : Pucer le passeport d'un individu, c'est comme pucer une boucle de brebis : faites-vous une distinction ?*

EM : Je suis d'accord, c'est une façon de pucer les humains, comme le bracelet électronique des prisonniers ou des bébés dans les maternités, ou la puce sous la peau qu'on met par peur des enlèvements par exemple. Avec les cartes bancaires et le téléphone portable aussi, on est suivis à la trace, mais au moins ce n'est une obligation.

*PMO : De fait, ça l'est. Si on veut vivre dans cette société, parmi ses semblables, il est de plus en plus difficile de s'affranchir de technologies qui s'imposent à tous.*

EM : Oui, on n'a plus le choix dans la mesure où tout, dans notre société, repose sur les technologies informatiques qui se sont généralisées. L'administration nous met la pression pour tout renvoyer par e-mail. Mais je crois qu'à chaque époque, on a poussé des systèmes à fond et qu'il y a eu des retours de manivelle, ça s'est régulé. En cas d'orage magnétique ou de gros bug, tout le système serait court-circuité et on reviendrait au papier. Tout ce qui devient trop performant et trop extrême se fragilise. Ça va trop vite.

*PMO : Oui, ça va trop vite, mais pas au détriment du système. Ce sont les plus fragiles, les moins adaptés, les plus petits, qui sont balayés. Nous ne voyons pas le système se réguler par des accidents technologiques, mais au contraire se perpétuer par une fuite en avant technologique, chaque nouvelle vague tentant de réparer les dégâts de la précédente. C'est ainsi qu'on est de plus en plus contraints, et que la technologie s'impose à nous dans tous les domaines de la vie.*

EM : C'est vrai que ça fragilise les petits, on le voit bien dans l'élevage et l'agriculture. Mais on nous renvoie toujours l'argument du progrès. L'administration nous fait passer pour des opposants au progrès.

*PMO : Eh bien, répondons-lui sur le fond. De quel progrès parle-t-on ? A qui profite-t-il ? Qui dresse le bilan, en fin de compte, et selon quels critères ? C'est pourquoi il nous semble essentiel de ne pas se restreindre à une revendication contre l'obligation de puçage, mais bien contre le principe lui-même, qui est de tout pucer sur cette planète, afin d'optimiser la gestion des flux et des stocks, de moutons comme d'humains.*

EM : L'obligation va contre l'humain et le social. Nous ne demandons pas de dérogation, car cela signifierait l'acceptation du puçage. Et chacun sait que les dérogations sont des leurre : une fois que le puçage sera rentré dans les mœurs, elles seront levées. Si nous demandons que soit levée l'obligation, c'est pour être entendus du ministère, pour que la loi française évolue. Sans cet angle tactique, nous risquons de couper toute discussion avec les autorités.

*PMO : Pour lutter contre les RFID, il faut cependant élargir la question au-delà du problème paysan, à tous les autres secteurs. À Lille, la « carte de vie quotidienne » (RFID) sera nécessaire pour accéder aux transports, aux vélos en libre-service, à la cantine scolaire, à la bibliothèque, à la piscine, au cinéma... C'est toute la vie qui est tracée. Et les compteurs électriques Linky seront eux aussi pucés, supprimant l'intervention humaine (en plus du flicage des foyers à la minute près). Les profs qui luttent contre Base Elèves et le « livret de compétences numérique » des enfants s'opposent à la même machinisation que vous.*

EM : Je suis tout-à-fait d'accord. Au-delà du troupeau, c'est un problème de société. C'est pour essayer de sortir du monde rural que j'ai proposé au journal de Satoriz, la chaîne de magasins bio, un article sur le puçage (numéro de janvier 2013). C'est une manière de toucher les consommateurs, d'élargir les personnes à qui on s'adresse. On espère que notre jugement à Grenoble sera aussi l'occasion de faire des liens avec d'autres, en ville.

Pour ce qui me concerne, je suis surtout préoccupé par le lien entre la puce et la question du génotypage par la voie mâle. La loi est votée – mais les décrets pas encore pris –, qui nous obligera à passer par des mâles sélectionnés pour la reproduction, sans pouvoir échanger nos béliers comme nous l'avons toujours fait, garantissant une diversité dans les troupeaux.

J'ai découvert que Chevillot, la boîte d'Albi leader dans la fabrication des boucles animales pucées (groupe Allflex), propose des kits complets « puçage et analyse ADN » de l'animal. Les puces électroniques étant plus grosses, on enlève un morceau de viande à l'animal quand on le boucle. Il n'y a plus qu'à récupérer ce morceau et à l'analyser pour connaître le génotype. Moi je crois qu'il faut se battre contre le génotypage et de là, remonter à la puce, qui est l'outil pour nous contraindre.

*PMO : Nous pensons quant à nous qu'il ne faut pas découper les contraintes en petits morceaux – même si c'est sous cette forme éparse et dissimulée qu'elles se présentent à nous – mais qu'il faut comprendre l'ensemble du projet qu'IBM vend au pouvoir sous le nom de « planète intelligente », et dont la logique est de relier tous les sous-systèmes, encore plus que ne le fait l'informatique, en puçant jusqu'à la dernière brebis. C'est une logique totale, de pilotage global.*

EM : IBM le faisait déjà avec les ancêtres des ordinateurs pendant la guerre, pour gérer les camps et la déportation, comme on le voit dans le film « RFID : la police totale ».

*PMO : La même logique est poursuivie avec les RFID. C'est contre elle que nous nous battons. Et c'est ce que nous viendrons dire à la transhumance anti-puçage où nous vous rejoindrons.*